



Dulcedo libertatis. Liberté et histoire à Florence, XIV^e-XVI^e siècles

Jean-Claude Zancarini, Laurent Baggioni

► To cite this version:

Jean-Claude Zancarini, Laurent Baggioni. Dulcedo libertatis. Liberté et histoire à Florence, XIV^e-XVI^e siècles. Fournel, Jean-Louis; Guilhaumou, Jacques; Potier, Jean-Jacques. Libertés et libéralismes : formation et circulation des concepts, ENS éd., pp.21-43, 2012. halshs-00703803

HAL Id: halshs-00703803

<https://shs.hal.science/halshs-00703803>

Submitted on 7 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GOUVERNEMENT EN QUESTION(S)

Libertés et libéralismes

Formation et circulation des concepts

Sous la direction de
Jean-Louis Fournel, Jacques Guilhaumou
et Jean-Pierre Potier

Jean-Christophe Angaut, Laurent Baggioni, Alain Clément,
Keith Dixon, Pierre Dockès, Christine Fauré, Claude Gautier,
Julie Grandhayé, Gérard Klotz, Annie Léchenet, Sylvie Martin,
Hélène Miard-Delacroix, Horst Möller, Marie-France Piguët,
Gilles Pollet, Jean-Pierre Potier, Hélène Richard,
Thibaut Rioufreyt, Michel Senellart, Philippe Soual,
Jean-Claude Zancarini

ENS ÉDITIONS

2012

Éléments de catalogage avant publication

Libertés et libéralismes. Formation et circulation des concepts/sous la direction de Jean-Louis Fournel, Jacques Guilhaumou et Jean-Pierre Potier; avec les contributions de Jean-Christophe Angaut, Laurent Baggioni, Alain Clément, ... [et al.] – Lyon: ENS Éditions, 2012. – 1 vol. (464 p.) - couv. ill.; 23 cm.

(Gouvernement en question(s), ISSN 2117-4253)

ISBN 978-2-84788-346-6 (br.): 34 EUR

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective sont interdites.

Illustration de couverture:

Intérieur d'une chaudière de train à vapeur, musée du rail de Saint-Ghislain (Belgique) © Stéphane Paye, 2012

© ENS ÉDITIONS, 2012

École normale supérieure de Lyon

15 Parvis René Descartes

BP 7000

69342 Lyon cedex 07

ISBN 978-2-84788-346-6

Dulcedo libertatis

Liberté et histoire à Florence, XIV^e-XVI^e siècles

Jean-Claude Zancarini
Laurent Baggioni

Dans les textes florentins de la fin du Moyen Âge, la liberté est l'élément omniprésent d'une pensée réflexive de la réalité communale, d'un ensemble de pratiques et de modes de fonctionnement collégiaux qui s'inscrivent dans une histoire et sont donc toujours conçus comme un héritage. Si la liberté sert à définir la cité et si elle s'appréhende dans une dialectique constante entre le même – la cité – et l'autre – l'étranger, l'exilé, le barbare ou l'ennemi, dialectique qui constitue le geste fondateur et continué de la cité comme entité unifiée et autonome, elle sert aussi à définir le présent, parce que les Florentins perçoivent, à tous les stades de l'histoire de leur ville, la mise en œuvre et le maintien de leur liberté comme un horizon politique difficilement dépassable.

Au xx^e siècle, l'historiographie néorépublicaine a prétendu identifier la structure conceptuelle de la liberté et mettre en lumière sa permanence au cours des générations¹. Or une telle approche de la liberté florentine ne donne

- I. Les deux volumes de Quentin Skinner et Martin van Gelderen sur le républicanisme européen sont en effet centrés sur une période postérieure, qui va du xvi^e au xviii^e siècle (Skinner et Van Gelderen, 2002). Pour l'Italie de la fin du Moyen Âge, Skinner ne considère que les aspects théoriques sans étudier les enjeux politiques. Voir par exemple Skinner, 1980 et 2002. Pour une critique de la méthode historique du néorépublicanisme et de ses attendus idéologiques, voir Riot-Sarcey et Moatti éd., 2009. Voir en particulier les contributions de Jean-Louis Fournel, « Florence (1494-1530) : une république de guerre », p.187-211, ainsi que celle d'Igor Mineo, « Liberté et communauté en Italie (milieu xiii^e - début xv^e s. », p.215-250 (Mineo, 2009b).

qu'une histoire en ligne de crête, qui ignore la façon dont les Florentins ont constamment réélaboré les modalités de mise en œuvre de la liberté, à travers un réinvestissement de la mémoire de la liberté et donc de l'écriture de son histoire. Ainsi, on ne saurait attendre des différentes histoires de la liberté écrites par les Florentins le rappel mécanique d'un concept de liberté, mais plutôt un témoignage par lequel la politique florentine s'inscrit comme une mémoire politique de la liberté.

Deux périodes nous donnent à voir comment cette mémoire est à la fois un donné nécessaire et l'objet d'une redéfinition. La première concerne la fin du ^{xiv}^e siècle, une époque marquée par la diffusion en Italie du modèle seigneurial, dont Florence avait brièvement fait l'expérience quelques décennies plus tôt², et par l'entreprise de reconquête des États pontificaux qui a bouleversé durablement les alliances traditionnelles avec la papauté et la France. La seconde nous renvoie aux jeux politiques complexes des guerres d'Italie (1494-1535) où la survie de la cité et son mode d'organisation politique deviennent étroitement dépendants d'un jeu à trois entre la papauté, la France et la monarchie espagnole.

Au cours de ces deux périodes, Florence constitue un lieu de projection politique dont le contenu fut certes mis en défaut par le cours des événements mais dont la capacité d'innovation a profondément remanié les langages de la politique. La première période, dite de l'humanisme civique, a vu éclore le projet d'une *libertas florentina* comme garante de la sécurité de la péninsule, projet qui s'est élaboré à la fois sur la base d'arguments juridiques et historiques, visant à mettre en lumière les racines romaines de la guerre de conquête³. La seconde, celle des guerres d'Italie, a imposé la redéfinition des modes de gouvernement à partir des conditions imposées par les guerres nouvelles et d'une mise à distance critique de l'histoire de la république. Ces deux moments de la tradition politique florentine témoignent d'une capacité à réinvestir et à critiquer, par l'histoire, les conditions contemporaines de la politique.

Liberté et romanité

Au début du ^{xv}^e siècle, l'humaniste arétin Leonardo Bruni publie un texte de toute première importance : la *Laudatio florentinae urbis*. Ce texte évoque, dans un optimisme triomphant, la beauté de la ville de Florence, victorieuse,

2. Il s'agit de la seigneurie de Gautier de Brienne, duc d'Athènes, expulsé par les Florentins en 1343.
3. Sur le rapport existant entre l'impérialisme des humanistes, surtout de Bruni, et le modèle romain dans l'œuvre de Machiavel, voir Hörnqvist, 2004.

et décrit avec un grand raffinement rhétorique le site, les édifices, l'histoire et les institutions de la première cité de Toscane. La *Laudatio* ne manque pas d'exalter, outre les merveilles architecturales de la ville, la splendeur de la *libertas florentina*, sans laquelle «le peuple florentin ne voulut jamais vivre». Bruni souligne ainsi de façon claire la dimension «naturelle» de la liberté à Florence, une mémoire qui remonte aux luttes entre les communes et l'empire du *xiii*^e siècle. Les *libertates* sont des *consuetudines*, c'est-à-dire un ensemble d'immunités dont les communes avaient été autorisées à bénéficier par l'empereur lui-même, sur la base d'un argument de coutume. En 1167, au moment de la fondation de la première ligue, les communes de Brescia, Bergame, Mantoue et Crémone revendiquent auprès de l'empereur ces libertés que ses prédécesseurs leur avaient garanties. Les *libertates* communales configurent ainsi une forme d'identité juridique qui définit la cité par rapport au pouvoir souverain. Rapidement toutefois, après la paix de 1183, la liberté fut identifiée au gouvernement des cités par elles-mêmes, et les Florentins considéraient le rejet de la seigneurie du duc d'Athènes au milieu du *xiv*^e siècle comme l'un des gestes de refondation d'une liberté ancestrale⁴.

Toutefois, l'attachement à la *libertas* était voué à entrer en tension avec un autre principe de la pensée politique italienne du *xiii*^e siècle, la conception d'un *ius commune* unitaire reposant sur l'institution impériale, au regard duquel les droits des cités et des entités locales étaient totalement subordonnés. Dans la tradition des glossateurs italiens en effet, cette conception unitaire s'affirmait dans l'image de Rome, «*civitas per excellentiam*», qui mérite seule le nom de *res publica*, et dans laquelle se résume la totalité de l'empire⁵. La difficulté ne sera abordée de front par la doctrine qu'au cours du *xiv*^e siècle à travers une nouvelle conceptualisation de l'articulation entre *jus commune* et *jus proprium* par Bartolo da Sassoferrato, qui rappelle que chaque cité libre est une *civitas sibi princeps*⁶. C'est dans une tension irrésolue entre deux aspirations conjointes, l'une qui s'attache au fondement impérial de la liberté, l'autre qui entend se hisser au rang de Rome elle-même, que se situe l'enjeu d'une mémoire romaine par laquelle Florence s'efforce de formuler son identité politique.

4. Sur la *florentina libertas*, les travaux de référence demeurent ceux de Nicolai Rubinstein (1969 et 1986). Les articles de Rubinstein sur ces questions sont désormais rassemblés en un volume (2004). Voir l'approche particulièrement novatrice d'Igor Mineo dans «La repubblica come categoria storica» (2009b). Dans cet article, Igor Mineo examine la légitimité de l'usage du terme de république, en particulier pour la période qui nous intéresse. Il montre notamment que les usages du terme de *libertas/libertà* ne permettent pas, en eux-mêmes, de déduire une conception «républicaine» du politique.
5. Calasso, 1970, p. 66-67. Glose *urbi Inst.*, I, 24 *de satisdat. tutor. etc.*; glose *non absit ff. IV, 6 ex quibus causis majores etc.*, 26; glose *civitatem ff. XXIV, 3 soluto matrimonio etc.*, 1.
6. Sur la question du droit statutaire comme point nodal de l'articulation entre *jus commune* et *jus proprium*, voir Quaglion, 1989, p. 35-75 (notamment les remarques sur Bartolo, p. 50-52, 58-60, 67 et 74-75).

Il est ainsi significatif que les ennemis de Florence aient attaqué sa capacité à élaborer sa propre mémoire, et ce à diverses étapes de son histoire. C'est par ailleurs sous la plume d'un Florentin, Dante Alighieri, que l'on trouve l'une des plus violentes attaques contre cette mémoire de la *libertas florentina*. En mars 1311, au moment où l'empereur Henri VII traverse les Alpes pour effectuer sa descente dans la *provincia* d'Italie, le poète en exil invite tous les sujets italiens à se réjouir de l'avènement d'une ère nouvelle, celle de la souveraineté effective de l'Empire sur l'Italie, et de la mise en place providentielle de la paix universelle sous l'égide de la monarchie impériale. Les Florentins, s'obstinant à défendre une « fausse liberté », se précipiteront « dans les prisons d'un véritable servage »⁷.

L'histoire de liberté dont se prévaut Florence face à la volonté de pacification impériale est ainsi invalidée au regard de la légitimité des lois romaines, dont la vigueur est indépendante du devenir historique :

Or vous qui outrepassiez les lois divines et humaines, vous qu'une convoitise sauvage et dévorante a pris en ses lacs, prêts à tout crime, n'êtes-vous pas travaillés par la crainte de la seconde mort, depuis que, prenant en haine l'alliance de liberté, vous osâtes – les premiers et les seuls – gronder contre la gloire du prince romain, roi du monde et ministre de Dieu? Et que prétendant user du droit de prescription pour renier le service du vasselage légitime, vous préférâtes vous soulever en furieuse rébellion? Ou bien ignorez-vous, folles bêtes et intraitables, que le droit public ne prend fin qu'au terme des temps, et jamais d'aucune prescription ne souffrira chicane? Assurément les saintes sanctions des lois le proclament, et la raison humaine a beau enquérir, c'est chose jugée : la maîtrise générale des choses, par si long âge qu'elle ait été négligée, ne se peut jamais évanouir et ne saurait être conquise ou même amoindrie; car ce qui revient au profit de tous ne peut sans dommage pour tous périr ou seulement perdre vigueur : cela, ni Dieu ni la nature ne le veut, et le sentiment général des mortels en aurait une profonde horreur. À quoi bon soulever une aussi folle opinion? Pourquoi, imitant les Babyloniens, abandonnez-vous le pieux empire et tentez-vous de bâtir de nouveaux règnes, comme si le vivre civil de Rome était une chose, et celui de Florence une autre?⁸

7. « *Et quo false libertatis trabeam tueri existimatis, eo vere servitutis in ergastula conciditis.* » *Le Opere di Dante*, testo critico della società dantesca italiana, Barbi et al. éd., p. 392 (texte établi par Ermenegildo Pistelli). Pour une version en français, on peut consulter la traduction littéraire d'André Pézard dans l'édition des œuvres complètes de Dante, Bibliothèque de la Pléiade (1965), p. 759-766 (le passage évoqué se trouve p. 762).

8. « *Vos autem divina iura et humana transgredientes, quos dira cupiditatis ingluvies paratos in omne nefas illexit, nonne terror secunde mortis exagitat, ex quo, primi et soli iugum libertatis horrentes, in romani Principis, mundi regis et Dei ministri, gloriam fremuistis, atque iure prescriptionis utentes, debite subiectionis officium denegando, in rebellionis vesaniam maluistis insurgere? An ignoratis, amentes et discoli, publica iura cum sola temporis terminatione finire, et nullius prescriptionis calculo fore obnoxia? Nempe legum sanctiones alme declarant, et humana ratio percontando decernit, publica rerum dominia, quantalibet diuturnitate neglecta, nunquam posse vanescere vel abstenuata conquiri; nam quod ad omnium cedit utilitatem, sine omnium detrimento interire non potest, vel etiam infirmari; et hoc Deus et natura non*

Les arguments théologico-politiques visent à contrer les prétentions florentines à la liberté ainsi que leur justification par la mémoire. Pour Dante, l'enjeu supérieur correspond à la pacification et au redressement de l'Italie que seul peut garantir le pouvoir impérial. Dans cet ordre universel et unitaire, il n'y a aucune place pour la *libertas florentina*, si ce n'est comme redoublement monstrueux de la liberté impériale.

L'identité citadine, que proclame Florence, aux yeux de Dante, au travers de sa revendication de la *libertas*, est une aberration contre-nature, voire une forme d'idolâtrie, puisqu'elle tend, en instituant une source de souveraineté parallèle au pouvoir de la Monarchie universelle, à diviniser la cité : cette Florence est une nouvelle Babylone, sans légitimité politique et sans histoire.

Près d'un siècle plus tard, Antonio Loschi, chancelier du duc de Milan, compose au moment de la guerre que se livraient les deux cités pour l'hégémonie sur l'Italie centrale, une invective antiflorentine, probablement datée de 1397, qui propose dans l'esprit de l'épître dantienne une déconstruction ironique et railleuse des aspirations florentines à la *libertas* :

Nous verrons, oui, nous verrons bien, lorsque vous défendrez votre ignoble liberté, votre constance et votre courage romains; vous avez pour habitude d'en retirer de l'orgueil, et vous vous prétendez d'ascendance romaine [...]. Nous verrons bien plutôt votre vaine jactance et votre insolence florentine, et nous saurons à quel point cette supériorité dont vous vous flattez sur les autres mortels correspond à une vraie vertu.⁹

Loschi reprend une série de motifs qui, en cette fin de xiv^e siècle, relèvent désormais du lieu commun : l'accusation d'hypocrisie d'une part, qui stigmatise une « fausse » liberté, et la dénonciation de « l'arrogance » florentine. Pourtant l'argumentation a évolué, elle ne s'attaque pas seulement à une formulation abstraite de la *libertas*, mais à une vision expansionniste, territoriale de cette dernière. Non seulement Florence se réduit elle-même à l'esclavage, mais elle enchaîne également d'autres peuples sous le faux nom de liberté. C'est qu'entre-temps en effet, le chancelier de Florence, Salutati lui-même, avait forgé une nouvelle vision de la liberté comme identité italique, non plus adossée à la Monarchie universelle, mais clairement appliqué à la nation italienne. Cette nouvelle identité, exaltant l'héritage romain de l'Italie dans le

vult, et mortalium penitus abhorreret adsensus. Quid, fatua tali opinioni summota, tanquam alteri Babilonii, pium deserentes imperium nova regna temptatis, ut alia sit Florentina civilitas, alia sit Romana?», *Le Opere di Dante*, p. 391-392, trad. fr. *Œuvres complètes*, p. 760-761.

9. « Videbimus, ecce videbimus illam vestram in defendenda quadam foedissima libertate, vel potius crudelissima tyrannide, constantiam, fortitudinemque romanam; hoc enim enim superbire soletis et vos genus praedicare romanum [...]. Videbimus, inquam, illam inanem atque ventosam iactantiam et insolentiam florentinam, et quam virtuti vere respondeat a vobis praeter ceteros mortales usurpata laudatio cognoscemus. » Les citations du texte de Loschi proviennent de la réponse rédigée par Salutati, *Invectiva in Antonium Luschum Vicentinum*, dans *Prosatori latini del Quattrocento*, Garin éd., 1952, p. 7-37.

sillage de Pétrarque, effectuait un détour audacieux par l'histoire païenne, et confiait à Florence l'emblème de la liberté romaine. La mémoire que Loschi jugeait digne d'être attaquée n'était plus la même que celle que Dante cherchait à stigmatiser : il s'agissait désormais, plus que d'une coutume, d'une véritable mission historique.

La correspondance publique de Salutati contenait en effet un important corpus de lettres qui utilisait la liberté comme un emblème à la fois florentin et italien. Dans les lettres de la seigneurie adressées aux cités italiennes pendant la guerre des Huit Saints (1375-1378), qui opposa Florence à Grégoire XI, le chancelier exhorte les communes à se soulever contre les troupes pontificales, et la *libertas* fait figure de mot-bannière. Les chroniques rapportent par ailleurs que les Florentins transmettaient aux cités qu'ils parvenaient à rallier contre la papauté une bannière où était inscrit *Libertas*. Les railleries mêmes de l'ennemi témoignent de son caractère subversif : le chef des mercenaires pontificaux, le cardinal Gomez Albornoz, arbora une bannière indiquant : *e ahora se verà que puede mas, o los Berton o libertas* (« nous allons voir à présent qui peut le plus, les Bretons ou la liberté »). Florence se présente alors comme le chef d'une alliance de liberté : « Nous avons cependant reçu au sein de notre alliance, et sous notre protection, tous ceux qui eurent à cœur de restaurer leur état de liberté. »¹⁰

Salutati développe considérablement, dans la droite ligne de Pétrarque, un arsenal conceptuel et littéraire posant la liberté comme libération de l'Italie et comme victoire sur les Barbares. Ainsi, il utilise systématiquement le motif de la servitude italique : l'Italie, autrefois reine, à présent esclave, doit secouer le joug des puissances barbares et retrouver sa beauté passée. Loin d'être un simple motif élégiaque, cette *renovatio* de l'Italie, autre versant de la *renovatio* des *studia humanitatis*, avait constitué pour Pétrarque un véritable espoir politique, dont l'une des réalisations était le retour de la papauté à Rome¹¹. À présent que l'Église, en partie dirigée par les prélats français, accomplissait son retour en Italie par une politique que les Italiens ne jugeaient pas conformes à l'histoire des cités et à leur conception du droit, il importait de transmettre l'héritage pétrarquien à la mémoire commune des peuples italiens. Dans le rappel de cette mémoire de la liberté, l'histoire commune des Italiens, c'est-à-dire l'histoire latine et romaine, occupe une place de tout premier plan, et se trouve associée à certaines réminiscences bibliques

10. « *Recepimus tamen in societatem et protectionem cunctos qui se curaverunt in statum liberum vindicare* ». Pour de nombreux extraits de la correspondance publique de Salutati, voir Witt, 1976 et Nuzzo éd., 2003.

11. *Petrarca politico. Atti del convegno, Roma-Arezzo, 19-20 marzo 2004*, Comitato nazionale VII centenario della nascita di Francesco Petrarca, *Nuovi Studi Storici*, vol. LXX, Rome, Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2006.

(principalement la servitude d'Israël, mais aussi la lecture paulinienne de Sarah et Agar, la servante et la femme libre, *Gal.*, 4, 30-31 et 5, 1) qui donnent la mesure de la dimension spirituelle du mouvement. Chez Salutati, c'est la liberté elle-même qui est exaltée, à la fois comme état et comme mouvement¹². Elle est un souffle venant de Dieu – «*A deo quidem est hec ad libertatem inspiratio*» – pour combattre la tyrannie, laquelle revêt l'apparence d'une domination étrangère, identifiée tantôt à l'empire, tantôt à la papauté ou à d'autres pouvoirs étrangers, comme le Royaume de France¹³.

En plus d'une définition juridique de la liberté¹⁴, Salutati utilise un ensemble de motifs jusnaturalistes qui définissent la capacité des hommes à jouir librement de leur famille et de leurs biens. C'est la limite indépassable par laquelle la *libertas* des peuples italiens peut revendiquer l'héritage romain pour légitimer et défendre l'idéal de *renovatio* posé par ses prédécesseurs. L'humanisme florentin s'impose davantage à la fin du xiv^e siècle par sa réflexion sur un ordre politique d'ampleur régionale, non comme le thème d'une propagande identitaire et expansionniste mais comme la garantie d'une paix sûre et partagée par les peuples d'Italie¹⁵.

Ce rapport particulier à l'histoire est également tributaire des relations difficiles qu'entretenait Florence avec la papauté (voir Lewin, 2003). Au tout début du xv^e siècle, les Florentins avaient profité de l'affaiblissement provisoire de l'adversaire milanais pour s'associer à la consolidation de la papauté romaine. Après la guerre des Huit Saints et le déclenchement du schisme, les Florentins avaient prudemment louvoyé entre les deux obédiences en professant toujours un attachement au pape romain. La cité florentine s'était globalement résignée à la présence de la papauté en Italie pourvu que le pontife ne soit pas tenté de se mêler des affaires de la Toscane. À tout prendre, une puissante papauté italienne serait bien plus profitable à la cité qu'une papauté sous influence française. Les Albizzi, membres éminents de la *Parte Guelfa*, traditionnellement attachée à l'Église, au pouvoir depuis le milieu des années 1390, seraient ainsi les acteurs d'une politique de protection vigilante de la papauté, dont les enjeux étaient de soutenir une solution au schisme favorable au rétablissement d'une papauté italienne, tout en limitant l'influence de cette dernière : le concile de Pise (1408), récemment acquise par Florence (1406), en serait l'un

12. Baggioni, dans Moreno éd., à paraître.

13. Sur les tensions entre Florence et la France, voir Labande, 1980 et Gilli, 1993.

14. C'est la définition donnée par le juriste Bartolo da Sassoferrato, *Commentaria in Digestum Vetus* [Pérouse, 1471], I, D. IV, L. 3 : «*Civitates [...] quae principem non recognoscunt in dominum [...] earum populum liber est*». Une cité libre peut donc être considérée *sibi princeps*.

15. Hans Baron, 1928, 1966 [1955]. Pour une étude du parcours intellectuel de Baron, voir Baggioni, 2006. Sur une perspective critique de la notion d'humanisme civique, voir Hankins éd., 2000 ; sur la généralisation possible de la catégorie d'humanisme civique à l'humanisme milanais, voir Hankins, 2005.

des exemples. Trente ans plus tard, sous Côme l'Ancien, le concile de Florence (1439) relèverait d'une logique analogue (voir Viti éd., 1994).

C'est dans le cadre de ce néoguelfisme, davantage fait de protection vigilante que de soumission fidèle à l'égard de l'Église, qu'est réinvestie la mémoire romaine sous la plume de Leonardo Bruni, le futur chancelier de la république. À la différence de Salutati qui voyait dans la *libertas florentina* le point focal d'un réseau d'alliances propre à réaliser une paix régionale, Bruni la présente comme l'héritière directe d'une Rome conquérante. L'humaniste proclame sans ambages que toutes les guerres menées par Florence sont justes, dans la mesure même où celle-ci est une cité libre, c'est-à-dire qui a librement hérité des biens paternels :

D'où il se fait même que toutes les guerres entreprises par le peuple florentin sont très justes, et que ce peuple ne peut s'écarter de la justice en faisant la guerre, puisqu'il va de soi qu'il entreprend toutes les guerres soit pour défendre soit pour récupérer ses propres biens, deux formes de guerres que permettent toutes les lois et tous les droits.¹⁶

La phrase surprend par son caractère à la fois simple et exorbitant. Florence est une cité libre, par conséquent elle dispose librement de son héritage paternel; dans la mesure où celui-ci consiste dans la domination du monde, puisque Florence est la fille de Rome, alors il résulte que Florence ne peut faire la guerre que pour se défendre ou pour récupérer son dû; cette exigence relevant du droit naturel, elle est incontestable. Les guerres menées par Florence sont donc *toutes* justes.

L'opération intellectuelle effectuée par Bruni va plus loin encore. En rappelant que cet héritage provient de la Rome républicaine, avant le pervertissement de ses institutions par les empereurs, Bruni «court-circuite» la souveraineté impériale contemporaine et réattribue son origine à la république et donc sa détention légitime à Florence :

Ainsi, cette colonie romaine si rayonnante fut fondée précisément à l'époque où l'empire du peuple romain était à son apogée, où des rois très puissants et des nations très belliqueuses avaient été domptés par les armes et la vertu; toutes les terres et toutes les mers avaient été soumises à la puissance de ce peuple; aucun désastre n'avait été infligé au peuple romain par aucun de ses ennemis. Les César, les Marc Antoine, les Tibère, les Néron, fléaux et catastrophes pour la République, n'avaient pas encore détruit la liberté.¹⁷

16. «*Quamobrem ad vos quoque, viri florentini, dominium orbis terrarum iure quodam hereditario seu paternarum rerum possessio pertinet. [32] Ex quo etiam illud fit, ut omnia bella que a populo florentino geruntur iustissima sint, nec possit hic populus in gerendis bellis iustitia carere, cum omnia bella pro suarum rerum vel defensione vel recuperatione gerat necesse est, que duo bellorum genera omnes leges omniaque iura permittunt*», Bruni, 2008, p. 240-241.

17. «*[34] Hec igitur splendidissima Romanorum colonia eo maxime tempore deducta est quo*

La *Laudatio* porte la trace d'une concentration toujours plus grande des pouvoirs décisionnels de la commune entre les mains d'une oligarchie. La communauté politique qu'elle dépeint est une communauté en ordre de marche. La vocation impériale de la Rome républicaine sanctionne donc une étape ultérieure de l'histoire politique de Florence qui se traduit dans les termes d'une consolidation d'une influence régionale susceptible d'être indéfiniment étendue. Toutes les institutions de la cité sont ainsi subordonnées à la *summa potestas* «comme les lieutenants à leur général» (*tanquam tribuni ad imperatorem*).

Le pouvoir militaire n'est évoqué ici qu'à titre de comparaison. Pourtant, la comparaison même est ici extrêmement éloquent : Bruni emploie *imperator* dans son sens premier, celui de magistrat légitimement détenteur de l'*imperium*. L'empire, à l'extérieur, ne peut exister que s'il est légitime à l'intérieur; et il ne peut être légitime que dans une cité libre. Par conséquent, il faut qu'empire et liberté coexistent dans la cité : Bruni élabore ainsi la notion d'une république «tempérée» qui tient compte à la fois des exigences d'un pouvoir de coercition sans réplique, et des conditions d'existence propres aux cités libres. La *libertas* à l'intérieur de la cité n'est pas conçue autrement que comme un principe correctif visant à tempérer la nature royale du pouvoir détenu par les seigneurs.

Face à l'Empire, à Milan, à l'Église et à la France, Bruni ne peut penser l'affirmation d'indépendance de la cité florentine sans recourir à une mémoire républicaine de l'empire. C'était là une célébration nouvelle des fonctionnements électoraux et collégiaux de la commune florentine. Cette révision de la mémoire florentine vient du reste accompagner le projet d'une réforme institutionnelle, puisque la simplification et la reclassification des dispositions statutaires accordaient en réalité une centralité nouvelle à une magistrature suprême, la seigneurie¹⁸. On pourrait rajouter que la définition de la Seigneurie comme magistrature suprême est faite par Bruni selon le modèle consulaire, comme il apparaît dans la *Laudatio* et dans les *Historiarum florentini populi libri XII*. L'usage des magistratures romaines (comme la réinterprétation de la *Parte Guelfa* dans le rôle de la censure)¹⁹ confirme la nature impériale de la souveraineté citadine et témoigne une fois de plus

populi romani imperium maxime florebat, quo potentissimi reges et bellicosissime gentes armis et virtute domite erant : Carthago, Numantia, Corinthus a stirpe interierant; omnes terrarum mariaque omnia in potestatem eius populi venerant; nihil calamitatis populo romano ab ullis hostibus inflicto erat. Nondum Cæsares, Antonii, Tiberii, Neronæ, pestes atque exitia rei publicæ, libertatem sustulerant. Sed vigeat sancta et inconcussa libertas, quæ tamen non multo post hanc coloniam deductam a sceleratissimis latronibus sublata est», ibid., p.242-243.

18. Voir l'article de Fubini dans Viti éd., 1990, ainsi que l'ouvrage de Tanzini, 2004.

19. Leonardo Bruni, *Proemio agli Statuti della Parte Guelfa*, dans *Opere letterarie e politiche*, Viti éd., 1996.

de l'ancrage de la liberté florentine dans une contiguïté consciente entre le pouvoir des magistrats et le pouvoir des chefs militaires.

Bruni a parfaitement perçu que l'écrasement de l'ennemi viscontéen laissait à Florence le champ libre pour une politique d'hégémonie régionale beaucoup plus libre et plus avancée qu'elle n'avait pu le faire auparavant. Cette politique prend forme avec l'acquisition de Pise, l'antique rivale, en 1406, et renforce considérablement la domination territoriale de Florence sur la Toscane, étape fondamentale dans la constitution de son influence régionale. C'est du reste à partir de cet événement que Bruni énonce les motivations de son histoire officielle de la cité de Florence, dans une continuité surprenante avec les thèmes développés dans la *Laudatio* quelques années auparavant²⁰. Ainsi, plus de dix ans plus tard, dans les premières lignes du prologue de ses *Histoires*, Bruni rappelle la mémoire de ces deux événements et inscrit son écriture, et sa vision de la politique, dans un après-guerre continué, qui n'en finit plus de tirer les conséquences des succès militaires du début du siècle. Toutefois, en faisant de l'histoire florentine un ouvrage d'instruction politique et éthique, Bruni entend rappeler aux Florentins les ressorts moraux de la liberté, au moment précis où l'oligarchie des Albizzi, puis la «crypto-seigneurie» des Médicis remet profondément en danger cet héritage.

La critique de la *dulcedo libertatis*

La mémoire sert donc à dire à la fois l'indépendance et la liberté. La force de l'interprétation humaniste demeura intacte sous les Médicis, qui maintinrent au moins l'apparence des institutions républicaines. Le débat sur l'existence ou non de la liberté resta d'ailleurs vigoureux : chaque fois que, pendant de brèves périodes, les opposants aux Médicis parviennent à obtenir que l'élection des magistrats se fasse par tirage au sort, ils estiment qu'ils ont retrouvé la liberté; d'ailleurs, quand en 1478, les Pazzi tuent Julien et blessent Laurent, ils essaient de soulever le peuple au cri de *libertà*, mais c'est au contraire leur tentative de s'emparer du Palais public qui est considérée comme une

20. «Ce qui m'attirait, c'était avant tout la grandeur des actions que ce peuple accomplit : d'abord ses diverses luttes civiles, puis ses admirables exploits contre ses voisins les plus proches, et enfin, à notre époque, son immense augmentation de puissance et sa lutte contre le très puissant duc de Milan et le très belliqueux roi Ladislas. En effet, l'Italie tout entière, des Alpes à l'Apulie a résonné du son des armes florentines, et même hors d'Italie ce peuple mit en branle des rois et de vastes armées, les faisant franchir les Alpes depuis la Gaule et la Germanie. Puis ce fut la prise de Pise, que je désigne à bon droit, si l'on considère la diversité des caractères, la rivalité de pouvoir et le résultat final, sous le nom de seconde Carthage.» *Historiarum Florentini Populi Libri XII*, Prologue (notre traduction). Voir l'édition de James Hankins, *History of the Florentine People*, 3 vol. (2001-2007).

atteinte à la *libertà*. La force du terme et les enjeux de son emploi restent donc très forts et expliquent sans doute pourquoi, sous les Médicis, en 1459, les Prieurs des Arts changent de *titulus* et sont désormais nommés Prieurs de Liberté (*Priores libertatis*).

Bruni avait réussi à récapituler sous le terme de liberté les divers éléments d'une mémoire politique polymorphe et mouvementée, celle de l'histoire des institutions, celles des troubles et des dissensions également. Les Florentins des guerres d'Italie héritent ainsi d'un legs ambigu : d'une part, la liberté se conçoit toujours à Florence comme un ensemble de pratiques politiques; d'autre part, sa mémoire s'impose à la fois comme un emblème figé, que les manœuvres des Médicis ont contribué à cantonner dans un rôle en partie honorifique, et comme un héritage à redécouvrir et à réinventer. Il est alors clair que la Florence romanisante de Bruni constitue à plus d'un titre un obstacle épistémologique pour les historiens et les penseurs florentins qui s'interrogent sur les moyens de refonder et de garantir ce précieux héritage. L'histoire humaniste de la liberté est ainsi profondément remise en cause, mais elle cède la place à un autre type de réinvestissement historique.

Machiavel : un nouveau modèle romain

Avant d'en venir à la réflexion machiavélienne et à la place originale et unique qu'elle accorde aux «bons tumultes», il faut d'abord souligner que la prise de distance qu'effectuent Machiavel et Guichardin impliquait d'abord une révision de la pratique historiographique. La mémoire de la liberté, chez Leonardo Bruni, s'inscrivait à la fois dans la tradition des notaires et des marchands-écrivains, mais intégrait également une réflexion sur l'histoire comme *magistra vitae* menée à partir de Cicéron et des historiens latins. Pour Bruni, il importait avant tout à l'historien de faire état de la mémoire de la ville pour qu'une certaine mémoire de la liberté, conçue dans les termes d'une guerre de reconquête, soit transmise aux générations suivantes. Machiavel, dans le *proemio* des *Istorie fiorentine*, a souligné le caractère réducteur des cadres de l'historiographie humaniste. Pour Machiavel, comme pour Guichardin, il s'agit de faire état d'une mémoire susceptible d'éclairer les orientations à adopter en période de crise. Or l'une des questions les plus urgentes posées par la république post-savonarolienne est sans nul doute celle de la conflictualité interne.

La mémoire florentine qui renaît pendant les guerres d'Italie (voir Zancarini, 2006) impose de faire face au passé conflictuel de la cité sans chercher à l'aplanir. Les *Istorie fiorentine* se posent ainsi, par opposition à l'historiographie humaniste, comme le récit des discordes internes. Cette analyse sans concessions est rendue nécessaire pour penser une liberté effective. Si l'on

devait résumer la mutation opérée par Machiavel par rapport à Bruni en utilisant une métaphore éducative, on pourrait dire que Machiavel renonce à une pédagogie de la liberté pour faire de l'histoire une propédeutique à l'instauration ou à la restauration de la liberté.

Ainsi dans les *Discours*, et à la différence de chez Bruni, la question n'est plus celle de l'autorité légitimant la guerre de conquête. Il s'agit plus profondément d'intégrer un horizon de guerre dans la réflexion politique, puisque la liberté de Florence dépend de sa survie dans le cadre de conflits perçus comme plus rapides et plus violents. L'ambition théorique de Machiavel n'est donc pas dissociable de cet horizon de guerre. Mais par rapport au début du xv^e siècle, la guerre a changé, elle n'est plus seulement l'affirmation d'un pouvoir d'action autonome, elle est devenue un facteur de bouleversements rapides. Le jeu politique a aussi changé : l'expulsion des Médicis et les rancœurs liées à l'expérience savonarolienne donnent aux rapports de force à l'intérieur de la cité un caractère nettement plus guerrier. Le but de Machiavel consiste bel et bien à penser les conditions effectives d'un État libre dans une situation marquée par la menace omniprésente de la guerre. Sa réponse est d'une grande force et d'une originalité radicale : la liberté, du moins dans l'histoire romaine dont Tite-Live a gardé le récit, provient en partie de l'acceptation des discordes civiles.

Le parti pris méthodologique de Machiavel impose donc de reconsidérer en profondeur le soubassement de la liberté citadine. Car les risques liés à la guerre révèlent qu'une cité possède une plus ou moins grande vigueur belliqueuse en fonction de son organisation interne, et donc de la forme que prend sa liberté : il s'agit de trouver les «*buone leggi*», en accord avec les «*buone armi*». Or à Rome, ces «bonnes institutions» ont bel et bien été le résultat de forces contradictoires au sein de la cité :

Je dis que ceux qui condamnent les tumultes entre les nobles et la plèbe me semblent blâmer ce qui fut la cause première du maintien de la liberté de Rome et accorder plus d'importance aux rumeurs et aux cris que ces tumultes faisaient naître qu'aux bons effets qu'ils engendraient; il me semble aussi qu'ils ne considèrent pas qu'il y a dans chaque État deux humeurs différentes, celle du peuple et celle des grands, et que toutes les lois que l'on fait en faveur de la liberté naissent de leur désunion, comme on peut facilement voir que cela se produisit à Rome.²¹

21. «*Io dico che coloro che dannono i tumulti intra i Nobili e la Plebe, mi pare che biasimino quelle cose che furono prima causa del tenere libera Roma; e che considerino più a'romori e dalle grida che di tali tumulti nascevano, che a'buoni effetti che quelli partorivano; e che e'non considerino come e'sono in ogni republica due umori diversi, quello del popolo, e quello de'grandi; e come tutte le leggi che si fanno in favore della libertà, nascono dalla disunione loro, come facilmente si può vedere essere seguito in Roma.*» Machiavel, *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio* (Vivanti éd., 1983), p.30. Nous citons la traduction d'Alessandro Fontana et Xavier Tabet, 2004 (p.69-70).

La dimension paradoxale de cette thèse apparaît d'autant plus vive si on la compare à l'évocation de la concorde harmonique par Bruni. Chez ce dernier, l'harmonie était pensée comme la structure unifiante de la pluralité citadine. Machiavel active une fonction heuristique de l'histoire, qui fait apparaître une dualité d'humeurs entre les nobles et le peuple. C'est cette dualité qui est pour lui décisive dans la génération et la conservation de la liberté. L'histoire fait également apparaître un autre paramètre, la nécessité d'une garde de la liberté, nécessité absente dans un régime harmonique comme celui de la *Laudatio*. Faut-il en effet confier cette garde aux nobles ou au peuple? Pour Machiavel, tout dépend de la finalité de la cité : se maintenir ou s'étendre. Les effets positifs de la désunion et de la garde de la liberté par le peuple apparaissent ainsi, dans les *Discours*, à travers l'exemple romain, mais rien n'interdit de les faire fonctionner dans d'autres cités, à condition cependant que les finalités correspondent :

Et enfin, celui qui examinera tout avec minutie arrivera à cette conclusion : soit vous discutez d'une république qui veut établir une domination, comme Rome, soit d'une république à laquelle il suffit de se maintenir. Dans le premier cas, il lui est nécessaire de faire toute chose comme Rome; dans le second cas, elle peut imiter Venise et Sparte.²²

La profondeur et la complexité de l'analyse de Machiavel illustrent combien la remise en question fut radicale, et combien les guerres récentes avaient ébranlé la pensée florentine. Si Machiavel laisse le lecteur tirer toutes les conclusions qui s'imposent pour la réforme de Florence – les exigences du moment étant par ailleurs sujettes à de grandes variations –, son approche de la question de la liberté met en valeur la nécessité d'un sacrifice : celui de la tranquillité. Il n'existe aucun moyen terme; qui veut choisir la force doit nécessairement faire le deuil de la paix :

Mais, si l'État romain devenait plus tranquille, l'inconvénient qui en résultait était qu'il devenait aussi plus faible, car il se fermait alors la voie qui pouvait le mener à la grandeur qu'il atteignit; de sorte que si Rome voulait éliminer les causes de tumulte, elle éliminait aussi celles de son agrandissement. Et dans toutes les choses humaines, si on les examine bien, on voit qu'on ne peut jamais supprimer un inconvénient sans qu'un autre ne surgisse.²³

22. « *Ed infine, chi sottilmente esaminerà tutto, ne farà questa conclusione : o tu ragioni d'una repubblica che voglia fare uno imperio, come Roma; od'una che le basti mantenersi. Nel primo caso, gli è necessario fare ogni cosa come Roma; nel secondo, può imitare Vinegia e Sparta.* » *Discorsi*, 5, p.34 (trad. Fontana et Tabet, p.74).
23. « *Ma venendo lo stato romano a essere più quieto, ne seguiva questo inconveniente ch'egli era anche più debile, perché e'gli si troncava la via di potere venire a quella grandezza dove ei pervenne : in modo che, volendo Roma levare le cagioni de'tumulti, levava ancora le cagioni dello ampliare. E in tutte le cose umane si vede questo, chi le esaminerà bene : che non si può mai cancellare uno inconveniente, che non ne surga un altro.* » *Discorsi*, 6, p.40 (trad. Fontana et Tabet, p.80).

Machiavel se méfiait de la douceur de la liberté, car elle constitue pour les peuples une grande faiblesse. Dans le chapitre XVI du premier livre des *Discours*, qui inaugure une série de réflexions sur les moyens de maintenir une liberté fraîchement acquise, Machiavel invite les peuples à se méfier de la paisible jouissance des fruits de la liberté, car il les rend vulnérables à ceux qui, pour le maintien de leurs richesses, sont dépendants du prince, et favorisent ainsi le retour à la tyrannie :

Outre cela, tant qu'on la possède, on ne reconnaît pas l'utilité commune que procure une vie libre, qui est de pouvoir jouir librement de ses biens sans crainte, de n'avoir d'inquiétudes ni pour l'honneur des femmes, ni pour celui des enfants, de ne pas craindre pour soi-même ; personne, en effet, n'admettra jamais avoir des obligations envers quelqu'un qui ne l'offense pas.²⁴

Dans une cité devenue libre, la liberté est menacée par l'absence même de menaces : sans le péril que fait peser sur elle l'ambition des nobles, il n'est ni de liberté possible, ni même de lien (*obligo*) entre les citoyens. Si cette thèse vaut pour les cités ayant longtemps vécu sous le règne d'un prince, elle se trouve néanmoins en correspondance avec la thèse de la désunion génératrice de liberté. La jouissance de la liberté est une illusion et une menace contre laquelle la liberté doit se prémunir.

Guichardin et la critique de la « liberté naturelle »

C'est dans le même esprit qu'il faut comprendre la réflexion institutionnelle de Guichardin, qui mène également une analyse historique et critique de la liberté florentine, pour parvenir toutefois à des conclusions différentes. Cette réflexion, qui se maintient jusqu'à la fin de sa vie, donne sens à l'écriture du *Discorso di Logrognò* (1512) puis du *Dialogo del reggimento di Firenze* (1521-1525)²⁵ ; elle se poursuit dans le dialogue posthume qu'il mène avec Machiavel en commentant les *Discorsi* de ce dernier en 1530 (dans les *Considerazioni sopra i Discorsi*) et on en trouve des traces vivaces, même si la focalisation n'est plus la même, puisqu'elle est passée de Florence à l'Italie tout entière, dans sa dernière œuvre, la *Storia d'Italia*, qu'il rédige de 1535 à sa mort en 1540.

Le point de départ de la réflexion guichardinienne sur la liberté consiste dans une acceptation traditionnelle de la liberté florentine qui s'exprime, dans un premier temps, à travers la thèse de la naturalité de la liberté. Ainsi, dans les *Storie fiorentine*, Guichardin salue le retour de la liberté, que les Florentins

24. « Oltre a di questo, quella comune utilità che del vivere libero si trae, non è da alcuno, mentre che ella si possiede conosciuta : la quale è di potere godere liberamente le cose sue senza alcuno sospetto, non dubitare dell'onore delle donne, di quel de' figliuoli, non temere di sé ; perché nessuno confesserà mai avere obligo con uno che non l'offenda. » *Discorsi*, 16, p.85 (trad. Fontana et Tabet, p.118).

25. Voir l'édition française de Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, 1997.

récupèrent en chassant Pierre de Médicis en novembre 1494 aux cris de « *Viva popolo e libertà* » : la forme républicaine de gouvernement « *secondo gli ordini della città* », opposée à la tyrannie de la famille Médicis. Ce retour à la liberté est ainsi évoqué comme le retour de la cité à son état naturel :

[...] la perte de Pise surtout fut un dommage si grand et si inestimable pour la cité que nombreux furent ceux qui se demandèrent ce qui avait été le plus important le jour de la Saint Sauveur : avoir récupéré la liberté ou avoir perdu Pise; laissant de côté les maints discours qui pourraient être tenus sur ce point, je veux conclure que l'on doit estimer d'autant plus une chose plutôt que l'autre qu'il est plus naturel aux hommes de chercher d'abord à avoir la liberté pour eux-mêmes plutôt que le commandement sur autrui; et ce d'autant que, à vrai dire, celui qui n'a pas de liberté pour soi ne peut avoir de commandement sur autrui.²⁶

Pour Guichardin, faire vivre la liberté, c'est d'abord faire vivre une tradition de liberté en réaffirmant pour cela les principes qu'avaient formulé les humanistes pour faire face, en leur temps, à la nécessité de synthétiser l'héritage républicain.

Dans le *Discorso di Logrognò*, Guichardin affirme ainsi que la liberté consiste à obéir aux lois et non à la volonté et aux passions de tel ou tel : « Et la liberté n'est rien d'autre que la primauté des lois et des ordres publics sur l'appétit des hommes particuliers »²⁷; la liberté est fondée sur l'égalité entre les citoyens : « un des très puissants fondements de la liberté est l'égalité des citoyens, c'est-à-dire que personne ne dépasse les autres d'une façon démesurée »²⁸. Dès lors, l'ensemble des mesures que Guichardin propose pour « réduire cette république à une telle bonne institution ou à un tel bon gouvernement ou à quelque autre semblable »²⁹ part de la volonté de conserver la liberté naturelle de Florence.

Pour autant, accepter la tradition ne revient pas à remettre en cause les mutations politiques survenues en 1494, tout au contraire. Guichardin exprime en une phrase ce que sont selon lui les trois fondements nécessaires du « bon et libre gouvernement de la république » :

26. « *La perdita massime di Pisa fu sì grande e di sì inestimabile danno alla città, che molti hanno dubitato quale fussi maggiore nel dì di san Salvatore, o l'acquisto della recuperata libertà o la perdita di Pisa; in che, pretermettendo molti discorsi si potrebbero far, voglio conchiudere aversi tanto più da stimare l'una cosa che l'altra, quanto egli è più naturale agli uomini cercare prima avere libertà in se proprio, che imperio in altri; massime che, parlando veramente, non si può dire avere imperio in altri chi non ha libertà in sé.* » Francesco Guicciardini, *Storie fiorentine*, dans *Opere*, Scarano éd., 1983, chap.XI.
27. « *Né è altro la libertà che uno prevalere le legge ed ordini politici allo appetito delli uomini particolari.* » *Discorso de Logrognò*, dans *Opere*, vol.I, p.255.
28. « *uno de'potentissimi fondamenti della libertà è la equalità de'cittadini, cioè che nessuno ecceda li altri fuori di una certa misura* », *ibid.*, p.259.
29. « *ridurre quella repubblica in questo o qualche simile modo di buona istituzione e buono governo* », *ibid.*, p.261.

Il y a donc trois fondements au bon et libre gouvernement de la république : le grand conseil, substance nécessaire pour la liberté, un gonfalonier à vie ou au moins pour un temps long, une députation d'un bon nombre de citoyens pour conseiller et déterminer toutes les choses importantes de l'État; toutes ces choses, si elles étaient raisonnablement ordonnées, cette partie du gouvernement de la cité serait bien instituée et parfaite.³⁰

Guichardin entérine ainsi la mise en place du grand conseil (créé en 1494), et celle du gonfalonierat à vie (instauré en 1502). Le grand conseil en particulier est le premier fondement de la liberté, «l'âme de ce corps» qu'est la cité, dans l'époque qu'il considère : «comme fondement à la liberté il faut le vivre populaire dont le grand conseil est l'esprit et la base, qui doit se charger de distribuer les magistratures et dignités dans la cité».³¹

Certes, en tant que descendant d'une famille riche et importante d'*uomini da bene*, Guichardin demeure méfiant vis-à-vis de la multitude. C'est pour quoi il propose, dans le *Discorso*, la mise en place d'un conseil, qu'il proposera de nommer Sénat, qui soit «un moyen [mais le mot italien renvoie aussi au milieu, au centre, au point d'équilibre] qui règle l'ignorance de la multitude et pose un frein à l'ambition d'un gonfalonier»³². Mais Guichardin entérine bel et bien, au crible de son analyse de la naturalité de la liberté, les nouveautés institutionnelles de la République florentine, et en particulier la fonction primordiale du grand conseil pour conserver la liberté et empêcher le retour de la tyrannie.

Pour autant, avec le temps, Guichardin s'éloigne de la thèse de la «liberté naturelle». Le *Dialogo del reggimento di Firenze*, qui contient de nombreux arguments contre cette thèse, ébranle du même coup toute une conception de la tradition : c'est le présent qu'il faut regarder, «la nature des choses en vérité» qu'il faut examiner, car l'illusion d'une liberté naturelle peut faire oublier le péril où celle-ci se trouve.

Le texte du *Dialogo*, écrit entre 1521 et 1525, se donne ainsi pour objectif d'analyser la liberté florentine pour en proposer les modalités de mise en œuvre. Cet objectif a de quoi surprendre, alors même que les Médicis sont revenus au pouvoir. Le *proemio* propose d'habiles justifications, visant à rap-peler qu'un «gouvernement honnête, bien ordonné et qui pourrait vraiment

30. «Sono adunche tre fondamenti del buono e libero governo della repubblica : el consiglio grande, sustanzialità necessaria per la libertà, uno gonfaloniere a vita o almeno per lungo tempo, una deputazione di buono numero di cittadini per consigliare e determinare tutte le cose importanti dello stato; le quali tutte cose se si ordinassino ragionevolmente, sarebbe in questa parte el governo della città bene istituito e perfetto», *ibid.*, p. 261.

31. «per fondamento della libertà bisogna el vivere popolare, del quale è spirito e basa el consiglio grande, che abbi a distribuire e magistrati e dignità della città», *ibid.*, p. 255.

32. «uno mezzo che regoli la ignoranza della multitudin e ponga freno alla ambizione di uno gonfaloniere», *ibid.*, p. 261.

être appelé libre»³³ n'a jamais existé à Florence. Le dialogue, mettant en scène quatre citoyens florentins à la fin de 1494, a donc pour objet une liberté nouvelle : «la liberté honnête, bien composée et bien ordonnée»³⁴. Pour que Florence puisse enfin «goûter les fruits de la liberté», Guichardin mène donc un travail approfondi de lecture critique de l'évidence républicaine du terme.

Le premier livre expose ainsi les choix méthodologiques. À ses interlocuteurs qui lui rappellent combien la liberté est naturelle à Florence, le locuteur principal du dialogue, Bernardo del Nero, répond par une sévère mise en garde contre les usages trompeurs qui peuvent être faits du nom de liberté : «ce nom de liberté est bien souvent pris comme une couleur ou une excuse»³⁵. Il existe ainsi dans la cité deux aspirations contradictoires, toutes deux dangereuses : celles des *grandi* et celle de l'*universale*; chacune désire affirmer sa supériorité sur les autres, sous prétexte de liberté.

Il s'agit donc de ne pas se laisser tromper par les noms mais de considérer les choses : «les hommes se laissent tant tromper par les noms qu'ils ne reconnaissent pas les choses»³⁶. Guichardin, en réfutant l'évidence naturelle de la liberté, se débarrasse également de l'idée même de bon gouvernement par nature, pour ne considérer que les effets qu'il produit. Dès lors, il ne peut suffire d'avoir à la bouche le doux nom de liberté, mais il s'agit de lui donner forme en tenant compte de la conjoncture et des effets que cette forme de liberté produira.

En effet, le gouvernement libre, afin de ne pas être un vain mot, doit pouvoir laisser éprouver ses bienfaits :

J'ai pour ma part longuement raisonné plus haut à propos des défauts que je crains dans votre gouvernement, et je ne l'ai pas fait tant pour en dire du mal et le critiquer que pour montrer que, même si la liberté était très appréciée dans la cité, il ne suffit pas d'avoir introduit un État libre car dans celui-ci peuvent naître maintes erreurs et maints désordres; mais il faut qu'il soit ordonné de sorte que l'on ressente les fruits de la liberté : sinon le nom sera bon et agréable mais les effets seront bien souvent semblables à ceux du tyran.³⁷

33. «un governo onesto, bene ordinato e che veramento si potessi chiamare libero», *Dialogo del reggimento di Firenze*, dans *Opere*, vol. I, p. 300. On remarquera comment d'emblée s'impose la question de la nomination.

34. «la libertà onesta, bene composta e bene ordinata», *ibid.*, p. 302.

35. «questo nome della libertà è molte volte preso più presto per colore e per scusa», *ibid.*, p. 336.

36. «gli uomini si lasciano spesso ingannare tanto da nomi che non conoscono le cose», *ibid.*

37. «Io ho ragionato di sopra lungamente de' difetti che io temo in questo vostro governo, né lo ho fatto tanto per dirne male e detestarlo, quanto per mostrare che, ancora che la libertà sia gratissima alla città, che non basta avere introdotto uno stato libero, perché e sotto quello possono nascere molti errori e disordini, ma bisogna sia ordinato di sorte che si sentino e' frutti della libertà, altrimenti el nome sarà buono e piacevole, ma gli effetti molto spesso simili a quegli del tiranno.» *Ibid.*, p. 400.

C'est pourquoi il importe de partir des «humeurs» de la cité et des citoyens, d'une analyse des effets de l'histoire et de la situation présente, de la conjoncture historique, de ce qu'il nomme de façon récurrente en d'autre lieux «*la condizione de' tempi*» («la condition des temps»). En définitive, la proposition d'un gouvernement tempéré, fortement inspiré du modèle vénitien, reprend dans ses grandes lignes celle du *Discorso di Logrogno* : les trois fondements de la liberté demeurent le grand conseil, un «conseil du milieu» ou «sénat», un gonfalonier à vie. Mais Bernardo lance un avertissement qui enjoint de tenir vraiment compte des humeurs de la cité, c'est-à-dire de la conjoncture historique : il est nécessaire pour l'avenir de la cité que le *vivere popolare* parvienne à se «réordonner», sinon la cité risque de perdre ses deux libertés :

Et prenez bien garde au fait que si ce gouvernement qui commence de façon désordonnée n'est pas réordonné, la fin sera nécessairement soit la ruine de la cité – qui perdrait son domaine et deviendrait sujette – soit le retour à une tyrannie, où communément aboutissent tous les gouvernements populaires licencieux.³⁸

Et si cette tyrannie est de nouveau celle des Médicis, elle suscitera la haine du peuple et devra se fonder sur la force, précisément parce que le peuple florentin a «goûté la douceur de la liberté.»

Le réinvestissement historique fait ainsi ressortir dans toute sa netteté la force de l'expérience et du présent. Guichardin partage donc avec Machiavel une volonté de remettre en question la tradition républicaine qui s'appuie sur l'exigence inéluctable de rester rivé au présent et de convoquer une mémoire qui soit une mémoire d'expérience; les principes sont vains s'ils ne prennent pas en compte la situation contemporaine dans sa complexité : la guerre bien sûr, mais surtout les discordes civiles. Dans la pensée de Guichardin toutefois, à la différence de chez Machiavel, la nécessité de contenir les aspirations du peuple et des *grandi* par la mise en place d'une république tempérée ne peut s'accommoder d'une garde de la liberté confiée au peuple, et encore moins de l'idée d'un conflit, fût-il productif, entre les deux humeurs de la cité.

Après avoir été contraint à l'exil après la chute du gouvernement de Niccolò Capponi en avril 1529, Guichardin engage une sorte de dialogue *post mortem* avec son ami Machiavel (mort le 21 juin 1527). Dans ses commentaires ou «considérations» (*Considerazioni*) sur les *Discours* de ce dernier³⁹, il se moque de son ami qui, voulant attribuer au peuple la constance et la prudence, s'est lancé dans une bien difficile entreprise. Il résume une longue

38. «Ed avvertite bene che se questo governo che comincia disordinato non si riordina, bisogna che la fine sia o la ruina della città, la quale perda el dominio e diventi sottoposta, o che si torni in una tirannide, dove comunemente capitano tutti e' governi popolari licenziosi.» *Ibid.*, p.446.

39. Nous renvoyons à l'édition française de Lucie De Los Santos, 1997.

diatribe contre le peuple en une phrase qui laisse entendre comment il voit la fin de la seconde république, laquelle, sous la direction des *arrabbiati*, s'est mise à dos à la fois les anciens partisans des Médicis et Clément VII lui-même :

En somme on ne peut nier qu'un peuple ne soit en lui-même une arche d'ignorance et de confusion; c'est pourquoi les gouvernements purement populaires ont été en tout lieu peu durables et, outre d'innombrables soulèvements dont ils ont été emplis tant qu'ils ont duré, ils ont enfanté soit la tyrannie soit la ruine ultime de leur cité.⁴⁰

Néanmoins, Guichardin affirme toujours que le gouvernement mixte est meilleur et plus stable qu'une seule espèce de gouvernement et expose encore les thèses défendues dans le *Discorso di Logrognò* et dans le *Dialogo del reggimento di Firenze*. Quelques années plus tard, dans la *Storia d'Italia*, Guichardin continue de penser qu'il n'était pas impossible, avec le grand conseil pour fondement de la «nouvelle liberté», de bâtir un gouvernement «bien réglé et stable».

La fin de la *libertà* républicaine : la *querela de' fuorusciti*

À la veille de la descente de Charles VIII, la catégorie de liberté était une catégorie sclérosée, qui ne permettait plus de répondre aux questions pour lesquelles elle avait été établie dans le discours historique. Machiavel et Guichardin rejettent l'évidence d'une identité romano-florentine. Le modèle romain devient un champ – certes privilégié – d'investigation, mais d'une investigation qui ne s'interdit pas, loin s'en faut, de penser Florence à partir d'autres réalités historiques, anciennes ou contemporaines. Les penseurs des guerres d'Italie rejettent la parénèse civile élaborée par Bruni, mais récupèrent la fonction non seulement mémorielle, mais aussi interprétative, de l'histoire, comme le lieu d'une réflexion sur la réforme, et d'une réforme appuyée sur l'expérience.

La *querela de' fuorusciti* est le dernier témoignage de cette histoire de la liberté. En décembre 1535, les républicains florentins bannis (*fuorusciti*) après 1530 présentent une requête à Charles Quint, de passage à Naples. En effet, lorsque la république de Florence s'était, en août 1530, rendue aux troupes impériales, un des articles de la reddition précisait que les vainqueurs s'engageaient «à ce que soit préservée la liberté» de la cité. Les bannis

40. «In somma e' non si può negare che uno popolo per sé medesimo non si auna arca di ignoranza e di confusione; però e' governi meramente popolari sono stati in ogni luogo poco durabili, ed oltre a infiniti tumulti e disordini, di che mentre hanno durato sono stati pieni, hanno partorito o tirannide o ultima ruina della loro città.» *Considerazioni sopra i Discorsi di Machiavelli attorno alla prima deca di Tito Livio*, I, 58 (trad. De Los Santos, p. 113).

républicains demandent donc à Charles Quint de respecter et de faire respecter cette clause en rétablissant à Florence «une forme de gouvernement libre». La réplique présentée devant Charles Quint au nom du duc de Florence Alexandre de Médicis fut rédigée par Guichardin lui-même : le point central de l'argumentation consiste en un tour de passe-passe théorique sur le sens même de la notion de *libertà*. Guichardin, qui rédige là un *consilium pro parte*, engageant son mandataire et ne reflétant donc pas nécessairement sa propre pensée, écrit en effet :

Le vrai sens de ce chapitre [c'est-à-dire celui où les défenseurs de Florence se rendaient à condition que «la liberté soit préservée»] c'est que fut donnée à Sa Majesté la libre faculté d'ordonner le gouvernement populaire ou celui des Médicis ou quelque autre gouvernement qui lui plairait, à la condition qu'Elle ne puisse au moyen de cet ordonnancement mettre la cité – qui avait toujours été libre – sous domination étrangère, la priver de ses privilèges, prérogatives et antiques libertés.⁴¹

Dès lors, avec la domination cette fois définitive des Médicis, la *libertà* florentine n'est plus le terme ambivalent qui désigne à la fois l'indépendance et la forme républicaine du gouvernement : le nom de *libertà* ne renvoie plus désormais qu'à l'indépendance de la cité vis-à-vis de puissances étrangères⁴². Les *libertà*, au pluriel, reprennent un sens strictement juridique, celui de *consuetudo*. Le *consilium* de Guichardin montre que ce sens n'avait pas disparu depuis le XII^e siècle, mais il fait également apparaître, précisément par son caractère restrictif, que d'importants édifices y avaient été adossés, qui sont désormais détruits. On peut dire que ce texte témoigne de ce qu'une époque historique – et un usage langagier établi depuis des siècles – sont en train de décliner, comme si une cité libre, c'est-à-dire non soumise à aucun autre pouvoir que le sien, ne pouvait vivre sans interroger sans cesse à la fois la liberté et son histoire.

41. «Il vero senso di questo capitolo è che a sua Maestà fu dato libera facultà di ordinare o il governo popolare o quello de Medici o qualunque altro più gli piacesse, dummodo non potessi per mezzo di questa remissione mettere la città, stata sempre libera, sotto dominio forestiere, privarla de'suoi privilegi, preeminenze e antiche libertà.» *Opere inedite di Francesco Guicciardini*, Canestrini éd., 1857-1867, vol. IX, p. 331-335.

42. Sur la «querela», voir Zancarani, 1997, p. 203-205. Voir également De Los Santos, 2002, p. 383-395.

Références bibliographiques

- BAGGIONI Laurent, 2006, «La repubblica nella storia. La questione dell'umanesimo civile», *Storica*, n°35-36, p.65-91.
- à paraître, «*C'est de Dieu que nous vient ce souffle vers la liberté*. Les significations de la *libertas* dans l'interprétation humaniste des guerres florentines (1375-1406)», *Mots et catégories de la politique à la Renaissance italienne*, P. Moreno éd.
- BARON Hans éd., 1928, *Leonardo Bruni Aretino. Humanistisch-philosophische Schriften*, Leipzig-Berlin, Teubner.
- [1955], *The Crisis of the Early Italian Renaissance*, Princeton, Princeton University Press, 1966.
- BRUNI Leonardo [s.d.], *Proemio agli Statuti della Parte Guelfa*, dans *Opere letterarie e politiche*, P. Viti éd., Turin, UTET, 1996, p.796-799.
- [s.d.], *Laudatio florentine urbis*, dans *Leonardo Bruni Aretino. Histoire, éloquence et poésie à Florence au début du Quattrocento*, L. Bernard-Pradelle éd. et trad., Paris, Honoré Champion, 2008.
- CALASSO Francesco, 1970, *Introduzione al diritto comune*, Milan, Giuffrè.
- DANTE, *Le Opere di Dante*, 1960 (2^e édition), testo critico della società dantesca italiana, M. Barbi, E. G. Parodi, F. Pellegrini, E. Pistelli, P. Rajna, E. Rostagno et G. Vandelli éd., Florence, SDI, p.392 (texte établi par Ermenegildo Pistelli). En français : *Œuvres complètes*, trad. André Pézard, Paris, La Pléiade, 1965.
- DE LOS SANTOS Lucie, 1997, *Considérations à propos des Discours de Machiavel*, Paris, L'Harmattan.
- 2002, «Guicciardini e la questione della libertà. La querela dei fuorusciti fiorentini davanti a Carlo V (1535-1536)», *Bologna nell'età di Carlo V e Guicciardini*, Bologne, Il Mulino, p.383-395.
- FOURNEL Jean-Louis, 2009, «Florence (1494-1530) : une république de guerre», *La république dans tous ses états. Pour une histoire intellectuelle de la république*, M. Riot-Sarcey et C. Moatti éd., Paris, Payot, p.187-211.
- FOURNEL Jean-Louis et ZANCARINI Jean-Claude, 2009, *La grammaire de la république. Langages de la politique chez Francesco Guicciardini (1483-1540)*, Genève, Droz.
- FUBINI Riccardo, 1990, «La rivendicazione di Firenze della sovranità statale e il contributo delle "Historiae" del Bruni», *Leonardo Bruni, Cancelliere della Repubblica di Firenze*, Paolo Viti éd., Actes du colloque tenu à Florence du 27 au 29 octobre 1987, Istituto Nazionale di Studi sul Rinascimento, Florence, Olschki, p.29-62.
- 2003, *Storiografia dell'umanesimo in Italia da Leonardo Bruni ad Annio da Viterbo*, Rome, Edizioni di storia e letteratura.
- GARIN Eugenio éd., 1952, *Prosatori latini del Quattrocento*, Milan-Naples, Riccardo Ricciardi, p.7-37.

- 1961, «I cancellieri umanisti della Repubblica fiorentina da Coluccio Salutati a Bartolomeo Scala,» *La cultura filosofica del Rinascimento italiano*, Florence, Sansoni, p.3-18.
- GILLI Patrick, 1993, «Coluccio Salutati, chancelier de Florence, et la France», *Bibliothèque d'Humanisme et de Renaissance*, n°55, 3, p.479-501.
- GUICCIARDINI Francesco [s.d.], *Écrits politiques. Discours de Logroño. Discours sur la façon de régir Florence*, J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini éd., Presses universitaires de France, Paris, 1997.
- [s.d.], *Storie fiorentine*, dans *Opere*, E. Scarano éd., Turin, UTET, 1983.
- 1529, *Considerazioni sopra i Discorsi di Machiavelli attorno alla prima deca di Tito Livio (Considérations à propos des Discours de Machiavel*, Lucie De Los Santos éd., Paris, L'Harmattan, 1997).
- [s.d.], *Opere inedite di Francesco Guicciardini*, G. Canestrini éd., Florence, Barbera, 1857-1867.
- HANKINS James éd., 2000, *Renaissance Civic Humanism. Reappraisals and Reflections*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- 2005, «*De republica : civic humanism in Renaissance Milan (and other Renaissance Signories)*», *I Decembrio e la tradizione della «Repubblica» di Platone tra Medioevo e Umanesimo*, Mario Vegetti et Paolo Pissavino éd., Naples, Bibliopolis, p.485-508.
- 2001-2007, *History of the Florentine People*, 3 vol., «I Tatti Renaissance Library», Cambridge (Mass.) - Londres, Harvard University Press; vol.I (livres I-IV), 2001; vol.II (livres V-VIII), 2004; vol.III (livres IX-XII), avec une édition de *Rerum suo tempore gestarum commentarius* et la traduction de D.J.W. Bradley, 2007.
- HÖRNQVIST Mikael, 2004, *Machiavelli and Empire*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LABANDE Edmond-René, 1980, «L'attitude de Florence dans la première phase du schisme», *Genèse et débuts du grand schisme d'Occident (1362-1394)*, colloque international du CNRS, Avignon, 25-28 septembre 1978, Paris, CNRS, p.483-492.
- LEWIN Alison W., 2003, *Negotiating survival. Florence and the Great Schism, 1378-1417*, Madison, Fairleigh Dickinson University Press, Londres, Cranbury, NJ, Associated University Presses.
- MACHIAVEL [s.d.], *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio*, C. Vivanti éd., Turin, Einaudi, 1983 (*Discours sur la première décade de Tite-Live*, trad. A. Fontana et X. Tabet, Paris, Gallimard, 2004).
- MINEO Igor, 2009a, «Liberté et communauté en Italie (milieu XIII^e - début XV^e s.)», *La république dans tous ses états. Pour une histoire intellectuelle de la république en Europe*, M. Riot-Sarcey et C. Moatti éd., Paris, Payot, p.215-250.
- 2009b, «La repubblica come categoria storica», *Storica*, n° 43-44-45, p.125-167.
- MOATTI Claudia et RIOT-SARCEY Michèle éd., 2009, *La république dans tous ses états. Pour une histoire intellectuelle de la république en Europe*, Paris, Payot.
- NAJEMY John [2006], *A History of Florence. 1200-1575*, Malden, Blackwell Publishing, 2008.

- NUZZO Armando éd., 2003, *Salutati. Epistole di stato. Primo contributo all'edizione : epistole I-XLIII (6 aprile-6 agosto 1375)*, *Letteratura italiana antica*, n° 4, p. 29-100.
- QUAGLIONI Diego, 1989, «Legislazione statutaria e dottrina della legislazione. Le "Quaestiones Statutorum" di Alberico da Rosciate», dans «*Civilis sapientia*». *Dottrine giuridiche e dottrine politiche fra medioevo ed età moderna*, Rimini, Maggioli, p. 35-75.
- RUBINSTEIN Nicolai, 1969, «Florentine Constitutionalism», *Florentine Studies. Politics and Society in the Fifteenth Century*, Londres, Faber and Faber.
- 1986, «Florentina libertas», *Rinascimento*, vol. II, n° 26.
- 2004, *Studies in Italian History in the Middle Ages and the Renaissance*, vol. I, *Political Thought and the Language of Politics. Arts and Politics*, G. Ciappelli éd., Rome, Edizioni di storia e letteratura.
- SKINNER Quentin, 1980, *The Foundations of Modern Political Thought*, vol. I, *The Renaissance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 2002, *Visions of Politics*, vol. II, *Renaissance Virtues*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SKINNER Quentin et VAN GELDEREN Martin, 2002, *Republicanism. A shared european heritage*, 2 vol., Cambridge, Cambridge University Press.
- TANZINI Lorenzo, 2004, *Statuti e legislazione a Firenze dal 1355 al 1415. Lo statuto cittadino del 1409*, Florence, Olschki.
- VITI Paolo éd., 1990, *Leonardo Bruni, Cancelliere della Repubblica di Firenze*, Convegno di studi, 27-29 octobre 1987, Istituto Nazionale di Studi sul Rinascimento, Florence, Olschki.
- 1994, *Firenze e il concilio del 1439*, Convegno di studi, 29 novembre - 2 décembre 1989, 2 vol., Florence, Olschki.
- 1996, *Leonardo Bruni. Opere letterarie e politiche*, P. Viti éd., Turin, UTET.
- WITT Ronald G., 1976, *Salutati and his Public Letters*, Genève, Droz.
- ZANCARINI Jean-Claude, 1997, «Tradition républicaine et république nouvelle à Florence. Francesco Guicciardini et la libertà», *Revue de synthèse*, vol. CXVIII, n° 2-3, avril, p. 193-205.
- 2006, «La politisation de la mémoire», *Mémoire & Subjectivité. L'entrelacement de memoria, fama & historia*, D. de Courcelles éd., Paris, École des Chartes, p. 41-50.

TABLE

Introduction – Des libertés après le libéralisme <i>Jean-Louis Fournel, Jacques Guilhaumou et Jean-Pierre Potier</i>	5
---	---

LIBERTÉS

<i>Dulcedo libertatis</i> . Liberté et histoire à Florence, XIV ^e -XVI ^e siècles <i>Jean-Claude Zancarini, Laurent Baggioni</i>	21
---	----

Liberté et romanité	22
La critique de la <i>dulcedo libertatis</i>	30
La fin de la <i>libertà</i> républicaine : la <i>querela de' fuorusciti</i>	39

Hobbes, la peur et le lien social <i>Pierre Dockès</i>	45
Le lien social	46

Le théorème hobbesien fondamental	49
<i>L'enforcement</i> endogène des contrats : le lien social autogénéré ?	56
Les passions et l'impossibilité du lien social « naturel »	61
 Hume et la critique du républicanisme	
Corruption et Constitution	
<i>Claude Gautier</i>	67
Position du problème	67
Le primat psychologique des conduites	70
La primauté politique des institutions	74
Le point de vue de l'histoire : la fiction de l'« Ancienne Constitution »	79
 Le discours économique libéral à l'encontre des pratiques coloniales ou le rejet de l'Empire britannique (1750-1815)	
<i>Alain Clément</i>	87
Une évolution de l'Empire britannique contrastée	89
La critique libérale du régime de l'exclusif aux Indes orientales : intérêt individuel contre intérêt collectif	94
La critique du pacte colonial avec l'Amérique et les îles caribéennes	99
Y a-t-il des avantages à la colonisation pour la métropole et/ou pour les régions colonisées ?	105
Quelles solutions : faut-il abandonner les colonies ?	108
 Le dialogue des <i>Dialogues</i> , ou la question du libéralisme en France au XVIII ^e siècle	
<i>Gérard Klotz</i>	117
Introduction : le contexte historique	117
Les règlements sont nécessaires : rappel des thèses de Galiani et des delamaristes	121
L'analyse économique au secours du libéralisme : la riposte des physiocrates	126
Le delamarisme contre les « lois fondamentales »	130

Jefferson/Madison

Libéralisme et constitution de la république

Annie Léchenet 137

Le paradoxe d'une interprétation historique
du libéralisme sur la question des droits de l'homme 140

La question de la justice politique :
représentation, partis, bien public 142

La république comme discussion publique 146

Entre Necker et Smith, Sieyès était-il libéral ?

Christine Fauré 153

Sieyès et les physiocrates 154

Les merveilles de la nature 157

Le droit naturel et la libéralisation de l'économie 158

Sur la division du travail et la peine de l'ouvrier 160

Débats politiques sur la liberté individuelle et raisons langagières dans l'émergence du mot *individualisme*

Marie-France Piguet 165

Un mot nouveau 166

Les « exagérations de l'idée de liberté individuelle » : la critique
des idées de Charles Dunoyer et de Benjamin Constant
par *Le Producteur* 170

Du néologisme au mot de dictionnaire 175

DÉMARCATIIONS

Hegel et le libéralisme

Philippe Soual 189

Droit naturel et individu 191

Société civile, travail et économie 193

La richesse universelle 198

La loi et le tribunal 201

La police	202
La corporation	206
L'État	207
 Boris Nikolaevitch Tchitchérine, un libéral russe	
<i>Sylvie Martin</i>	215
Une philosophie de l'histoire hégélienne et occidentaliste	216
La liberté, moteur du progrès historique	223
Un antisocialiste virulent	232
 Anarchisme et libéralisme. Une démarcation	
<i>Jean-Christophe Angaut</i>	243
Libéraux libertaires ?	243
Libéralisme et néolibéralisme	247
Confrontation doctrinale	250
L'anarchisme, rejeton du libéralisme ?	252
 Léon Walras, un économiste socialiste libéral	
<i>Jean-Pierre Potier</i>	259
La critique du libéralisme des économistes français	262
La première réforme sociale, ou le rachat des terres par l'État	264
Le principe de la libre concurrence et ses « exceptions » : vers la seconde réforme sociale	272
 Les mutations de la gauche contemporaine à l'aune du concept de social-libéralisme	
<i>Thibaut Rioufreyt</i>	283
Le concept de liberté chez les sociaux-libéraux	284
L'extension de la liberté sociale-libérale	287
 La question de l'État de droit chez Michel Foucault	
<i>Michel Senellart</i>	297

EXPÉRIENCES

De la liberté en terre autocratique Le moment décembriste (1801-1825)

<i>Julie Grandhay</i>	319
Libéralisme et culture libérale : la Russie à l'école de l'Europe	322
Incarner la liberté dans un État – un projet politique	328
Idée libérale et idée républicaine	333
Conclusion : y a-t-il un libéralisme russe ?	340

Les réseaux libéraux et la construction de l'État solidariste : entre libéralisme social et conservatisme politique

<i>Gilles Pollet</i>	345
Des soubassements intellectuels aux pratiques du « libéralisme social »	347
Le « libéralisme social » dans l'arène politique : la République conservatrice contre la République solidariste ?	357

Le libéralisme allemand dans l'entre-deux-guerres

<i>Horst Möller</i>	373
Les origines des partis libéraux allemands	373
Ruptures et continuités en 1918	375
Les grandes heures du libéralisme politique sous la République de Weimar	377
L'apogée de l'esprit libéral et les raisons du déclin des partis libéraux	381

Libertés publiques et droits fondamentaux en Allemagne dans les années 1960 et 1970. De la législation sur l'état d'urgence à la lutte contre le terrorisme

<i>Hélène Miard-Delacroix</i>	389
Éléments de contexte constitutionnel et politique	391

Les législations contestées : état d'urgence, « interdictions professionnelles », mesures contre les terroristes de la RAF	394
Formes et mutations des catégories de liberté et de droit dans le face à face entre détracteurs et promoteurs des mesures	397
La confrontation entre sociaux-démocrates allemands et voisins socialistes	401
Continuités, ruptures et culture politique ouest-allemande	402
 Le « groupe de Saint Andrews ». Aux origines du mouvement néolibéral britannique	
<i>Keith Dixon</i>	407
Un terrain d'essai du nouveau conservatisme	409
L'éloge du marché...	414
... et de la suprématie blanche	417
 Copropriété et copropriétaires en Russie postcommuniste Entre « association forcée » et action collective	
<i>Hélène Richard</i>	423
Locataires, propriétaires. Les raisons de l'indifférenciation relative de deux statuts	426
La copropriété repoussée ou la redécouverte des institutions soviétiques	430
La copropriété « malgré soi » : saisir la copropriété comme cadre de l'action collective	435
La copropriété et ses inconforts : l'exclusion des locataires et la découverte d'un rapport économique à l'immeuble	439
 Les auteurs	445